

# Les envois de fonds sont-ils un piège ?

Un gros volume d'envois de fonds peut déclencher un cycle vicieux de stagnation et de dépendance économique

**Ralph Chami, Ekkehard Ernst, Connel Fullenkamp et Anne Oeking**

**L**es envois de fonds des travailleurs migrants à leurs familles retiennent l'attention des économistes et des dirigeants politiques, car ils peuvent améliorer l'existence de millions de personnes. Ils se chiffraient à plus de 400 milliards de dollars en 2017 — un montant situé entre celui de l'aide officielle au développement et celui des investissements directs étrangers. Cette manne a d'importantes conséquences pour les pays qui en bénéficient, surtout ceux, nombreux, qui reçoivent des flux financiers considérables, par comparaison avec leurs recettes d'exportation ou même la taille de leur économie.

Nombreux sont ceux qui pensent que les envois de fonds aident les pays de deux façons. D'abord, parce que ce sont des virements entre personnes, motivés par des liens familiaux, ces transferts permettent aux membres de la famille restés au pays de subvenir à leurs besoins quotidiens. Mais ces fonds

peuvent aussi alimenter la croissance économique, en finançant le capital humain ou physique ou la création d'entreprises.

Les économistes ont cherché à quantifier ces effets. Nombre d'études confirment que les envois de fonds sont essentiels pour lutter contre la pauvreté et permettre à des millions de familles d'échapper à la misère ou à la subsistance de base. Mais, par ailleurs, les économistes n'ont pas pu démontrer que les envois de fonds contribuent de manière considérable à la croissance économique d'un pays (graphique 1).

Ce constat est surprenant, d'autant qu'il est prouvé que les envois de fonds permettent aux familles de consommer plus. Les dépenses de consommation sont un moteur de la croissance économique à court terme, qui devrait aussi conduire à une croissance à plus long terme du fait de l'expansion des secteurs en réponse à la poussée de la demande. Mais les études approfondies du binôme envois de fonds–croissance

suggèrent que les envois de fonds transforment l'économie d'une manière qui amoindrit la croissance et accroît la dépendance à l'égard des fonds reçus de l'étranger. En d'autres termes, il semble de plus en plus évident que les envois de fonds sont un double piège : croissance en baisse et émigration en hausse.

## Moteur, amortisseur ou frein ?

Prenons l'exemple du Liban, qui est depuis de nombreuses années en tête des bénéficiaires d'envois de fonds, tant en termes absolus que relatifs. Au cours des dix dernières années, il a engrangé plus de 6 milliards de dollars par an, soit 16 % du PIB. Le Liban a reçu 1.500 dollars par personne en 2016, soit plus que tout autre pays, d'après les statistiques du FMI.

Vu la taille de ces transferts, il n'y a rien d'étonnant à ce que les envois de fonds jouent un rôle important, voire prépondérant, dans l'économie libanaise. Ils représentent une part essentielle du filet de sécurité sociale, soit en moyenne plus de 40 % des revenus des familles qui les reçoivent. Ils ont indubitablement joué un rôle stabilisateur pendant la guerre civile, les invasions et les crises des réfugiés au cours des décennies. Les envois de fonds sont aussi une source précieuse de devises, puisqu'ils représentent 50 % de plus que les recettes d'exportations de marchandises. Cela a permis au Liban de préserver la stabilité du taux de change, malgré le poids de la dette nationale.

Les envois de fonds ont permis d'amortir les chocs économiques, mais rien ne prouve qu'ils aient été un moteur de croissance. Le PIB réel du Liban n'a progressé que de 0,32 % par an en moyenne entre 1995 et 2015, et n'a pas dépassé 0,79 % même entre 2005 et 2015.

Le Liban n'est pas un cas unique. Parmi les dix pays qui reçoivent le plus de transferts en pourcentage de leur PIB (dont le Honduras, la Jamaïque, le Népal, la République kirghize et Tonga), aucun n'a connu une croissance du PIB supérieure à celle des pays comparables de la région. Et dans la plupart de ces pays, les taux de croissance sont même bien inférieurs à ceux de leurs pairs. Il faut reconnaître que chacun de ces pays est confronté à d'autres problèmes qui peuvent aussi interférer avec la croissance. Mais il semble que les envois de fonds constituent un facteur déterminant supplémentaire, et non simplement une conséquence de la lenteur de la croissance. Et il se peut même que les envois de fonds amplifient les autres problèmes qui freinent la croissance et le développement.

## Effet d'étranglement

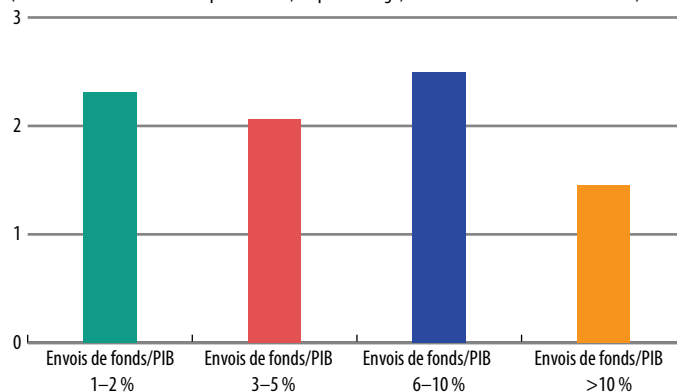
Revenons au cas du Liban : le bon niveau d'éducation de la population libanaise devrait se traduire par une croissance robuste. Les familles libanaises,

Graphique 1

### Pas de lien clair

Rien n'indique que les envois de fonds contribuent sensiblement à la croissance économique d'un pays.

(taux de croissance réel du PIB par habitant, en pourcentage, selon le niveau des envois de fonds)



Sources : FMI, Statistiques de la balance des paiements ; FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des auteurs.

Note : Le graphique indique les taux de croissance du PIB réel par habitant de 1990 à 2017 selon divers niveaux d'envois de fonds des pays.

y compris celles qui bénéficient d'envois de fonds, consacrent une grande part de leurs revenus à l'éducation de leurs enfants, qui obtiennent des notes bien plus élevées aux tests de mathématiques normalisés que leurs homologues d'autres pays. Par ailleurs, trois des 20 meilleures universités du Moyen-Orient se trouvent au Liban et leurs chercheurs produisent plus de travaux que leurs rivaux régionaux. Les abondants envois de fonds pourraient fournir un capital d'amorçage pour le financement de jeunes pousses, sous la houlette de citoyens bien instruits.

Mais les statistiques montrent que l'activité entrepreneuriale est beaucoup moins vive qu'elle ne devrait l'être, en particulier dans le secteur très pointu des technologies de l'information et de la communication. Ce secteur pèse moins de 1 % du PIB au Liban et son niveau de développement est très bas sur l'échelle internationale. L'étude des habitudes de consommation des ménages qui bénéficient d'envois de fonds montre que moins de 2 % de ces transferts sont investis dans la création d'entreprises. Au contraire, ils servent en général à payer des biens non échangeables (frais de restaurants ou services) et des produits importés.

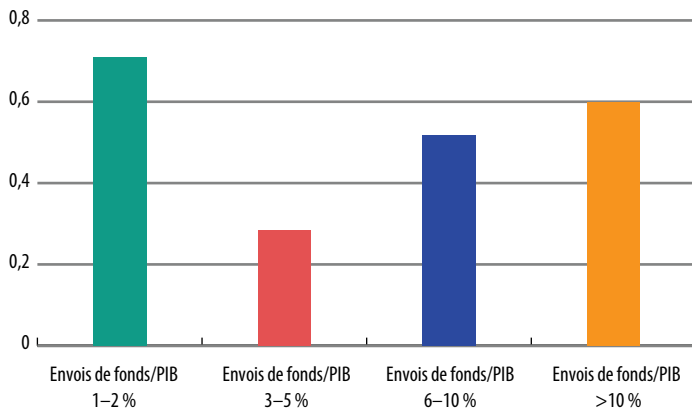
Au lieu de créer de nouvelles entreprises, ou même de travailler dans celles qui existent, les jeunes Libanais choisissent d'émigrer. Les statistiques sont éloquentes : les deux tiers des étudiants et près de la moitié des étudiantes diplômés quittent le pays. Les employeurs se plaignent de cet exode des cerveaux, qui cause une pénurie de travailleurs hautement

Graphique 2

**Avènement du syndrome hollandais**

Au fil des ans, l'afflux de fonds cause une appréciation du taux de change, ce qui diminue la compétitivité des exportations du pays.

(appréciation du taux de change effectif réel, en pourcentage, selon le niveau des envois de fonds)



**Sources :** FMI, Statistiques de la balance des paiements ; FMI, Statistiques financières internationales ; calculs des auteurs.

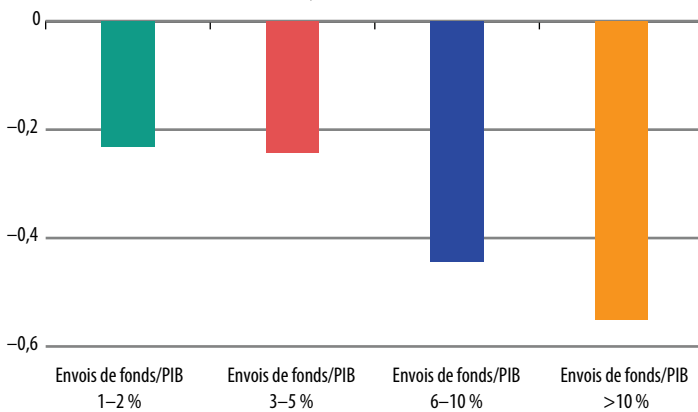
**Note :** Le graphique indique les taux de change effectifs réels de 1990 à 2017 selon divers niveaux d'envois de fonds des pays.

Graphique 3

**Incidence sur l'efficacité du gouvernement**

Il a été montré que la dépendance d'un pays à l'égard des envois de fonds étrangers rend les gouvernements moins réceptifs aux besoins de leurs citoyens.

(échelle entre -2,5 (mauvais) et 2,5 (bon), moyenne 2000-16, selon le niveau des envois de fonds)



**Sources :** FMI, Statistiques de la balance des paiements ; Banque mondiale, Indicateurs de la gouvernance dans le monde ; calculs des auteurs.

qualifiés. Cela constitue un des obstacles majeurs à la diversification de l'économie libanaise dans d'autres secteurs que le tourisme, le bâtiment et l'immobilier, qui nourrissent traditionnellement sa croissance. Pour leur part, les jeunes qui choisissent d'aller chercher fortune ailleurs font état du manque d'offres d'emplois attrayants au Liban.

Il semble donc que la nocivité des envois de fonds tient à ce que cette source de revenus sert à préparer

les jeunes à émigrer, au lieu d'investir dans la création d'entreprises locales. Autrement dit, les pays qui reçoivent ces fonds en viennent à exporter de la main-d'œuvre, et non le produit de cette main-d'œuvre. Dans certains pays, les autorités encouragent même la création d'institutions spécialisées dans la production d'une main-d'œuvre qualifiée à exporter.

Mais quelles sont les causes de cette situation et de sa persistance?

L'étude des envois de fonds sur les ménages et l'économie dans son ensemble répond à cette question. L'impact sur les pays qui reçoivent des fonds considérables (Égypte, Mexique et Pakistan) a été étudié et une analyse comparative d'un échantillon de pays qui reçoivent des fonds de divers montants (et de pays qui sont au contraire à l'origine des envois de fonds) a aussi été réalisée. Les constats issus de ces recherches fournissent une explication cohérente du comment et du pourquoi les pays qui reçoivent d'abondants fonds de l'étranger peuvent stagner à un stade de faible croissance.

Premièrement, les fonds de l'étranger servent principalement à couvrir la consommation des ménages, et la demande de tous les produits du pays (échangés ou non) augmente lorsque le montant des envois de fonds s'accroît. Cela fait monter les prix. L'afflux de devises étrangères ainsi que la hausse des prix rendent les exportations moins compétitives, si bien que la production du pays baisse. Il s'agit du syndrome hollandais (graphique 2).

**Cercle vicieux**

L'effet des envois de fonds sur l'incitation au travail aggrave le problème, car il fait monter le salaire de référence — salaire minimum qu'un travailleur serait prêt à accepter pour un type d'emploi particulier. Lorsque les envois de fonds augmentent, les travailleurs quittent la vie active, et la hausse des salaires qui en résulte fait grimper les prix, ce qui réduit encore la compétitivité des exportations.

Les ressources sont drainées des secteurs proposant des produits échangeables exposés à la concurrence internationale au profit de ceux alimentant le marché intérieur. Résultat : une baisse du nombre d'emplois très qualifiés mieux rémunérés, courants dans le secteur des biens échangeables, et une augmentation des emplois peu qualifiés et mal payés dans le secteur des biens non échangeables.

Ce bouleversement du marché du travail incite les travailleurs hautement qualifiés à émigrer, en quête d'emplois mieux rémunérés. Dans le même temps, le coût de la vie de la plupart des ménages augmente avec la hausse des prix intérieurs, et la perte de compétitivité signifie qu'il faut importer plus de produits, ce qui pèse sur la croissance économique.



Cela accentue l'incitation de membres de la famille à émigrer de manière à pouvoir envoyer des fonds à ceux qui sont restés au pays pour les aider à faire face à la hausse du coût de la vie.

Pire encore, les envois de fonds servent souvent à acheter de l'immobilier, ce qui fait monter le prix des logements et déclenche parfois une bulle immobilière. Cela incite les jeunes à émigrer, afin de gagner suffisamment d'argent pour acheter un logement. Tout cela déclenche un cercle vicieux d'émigration, de stagnation économique, de hausse du coût de la vie et d'émigration accrue.

### Peu de raisons de changer les choses

Les pouvoirs publics pourraient éventuellement atténuer ou briser ce cercle vicieux en prenant des mesures pour préserver la compétitivité des entreprises nationales. Mais les politiques nécessaires pour ce faire, telles que l'amélioration du système éducatif et des infrastructures matérielles, coûtent cher et prennent des années à mettre en œuvre. Et il faut un ferme engagement politique pour y parvenir.

Les études montrent cependant que les envois de fonds ont d'importants effets politiques secondaires (graphique 3). Les larges afflux de fonds, en particulier, permettent aux gouvernants d'être moins attentifs aux besoins de la société. Le raisonnement est simple : les familles qui reçoivent les fonds sont moins exposées aux chocs économiques et moins enclines à réclamer une inflexion de la politique gouvernementale ; les gouvernants quant à eux se sentent moins obligés de rendre des comptes à leurs citoyens.

Beaucoup de politiciens apprécient l'allègement des contrôles et de la pression publique qui va de pair avec les envois de fonds. Mais les politiciens ont d'autres motifs pour encourager ces entrées de fonds. Dans la mesure où l'État taxe la consommation, par le biais de la TVA, par exemple, les fonds accroissent la base imposable. Cela permet aux gouvernants de continuer à consacrer de l'argent à des choses qui assurent leur popularité, ce qui facilite leur réélection.

Au vu de ces avantages, il ne faut guère s'étonner que de nombreux gouvernements encouragent activement leurs citoyens à émigrer et envoyer de l'argent à leur famille restée au pays, et vont dans certains cas jusqu'à créer des offices et des administrations pour promouvoir l'émigration. Les envois de fonds facilitent la tâche des politiciens, car ils améliorent la situation économique des familles individuelles, qui sont moins susceptibles de se plaindre au gouvernement ou de surveiller de près ses activités. Du fait de l'encouragement officiel de la migration et des envois de fonds, il est encore plus difficile d'échapper au piège.

L'absence d'indices clairs d'un lien entre les envois de fonds et une amélioration de la croissance économique (et le manque d'exemple de pays dont la croissance serait due aux envois de fonds) suggère une interférence de ces fonds avec la croissance économique. Le cas du Liban donne en outre un exemple concret de la manière dont le piège fonctionne.

Et s'il y a bien un piège, que faire ?

Il est clair que, compte tenu de leur importance pour le bien-être de millions de familles, il ne faut pas décourager les envois de fonds. Le piège est-il simplement le prix que les sociétés doivent payer en échange d'une réduction de leur pauvreté ? Pas nécessairement.

Il serait possible aux pays d'éviter ou d'échapper au piège des envois de fonds en supprimant leurs inconvénients : syndrome hollandais et relâchement de la gouvernance. Le remède généralement prescrit face au syndrome hollandais consiste à améliorer la compétitivité des entreprises face à la concurrence étrangère. Les mesures spécifiques consistent à développer l'infrastructure matérielle du pays, à améliorer le système éducatif et à réduire les coûts des entreprises. Les gouvernants pourraient en outre

**Il est clair que, compte tenu de leur importance pour le bien-être de millions de familles, il ne faut pas décourager les envois de fonds.**

promouvoir plus activement la formation de nouvelles entreprises, notamment grâce à un apport de fonds initial ou d'autres formes de financement des jeunes pousses. Parallèlement, les pays recevant des fonds de l'étranger devraient aussi militer en faveur du renforcement des institutions et de l'amélioration de la gouvernance.

Il est déjà considéré comme essentiel de stimuler la compétitivité économique et de renforcer les institutions gouvernementales et sociales en vue d'une croissance inclusive. Mais le piège des envois de fonds donne une urgence spéciale à ces objectifs. Il peut en fait être vital d'éviter le grave danger qu'ils représentent en libérant leur potentiel de développement, de manière à surmonter un obstacle au développement inclusif non reconnu jusqu'à présent. **FD**

**RALPH CHAMI** est directeur assistant à l'Institut du FMI pour le développement des capacités, **EKKEHARD ERNST** est chef de l'unité de politique macroéconomique et de l'emploi à l'Organisation internationale du travail, **CONNEL FULLENKAMP** est professeur de la pratique économique à la Duke University et **ANNE OEKING** est économiste au département Asie et Pacifique du FMI.